L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 | payable d'avance
DO. POUR 6 MOIS PAR LA MALLE $10 |

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 30 JANVIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS.

HENRY CLAY.

NOMINATIONS PAR LE GOUVERNEUR,
Par et avec l'avis et consentement du Senat.

JUGES DE PAROISSES.

Alex. Cuvillier,	paroisse de l'Assomption.	
Geo. C. McWhorter,	do	Concordia.
Adolphe Garrigues,	do	St. Landry.

COUR DE CIRC, NOUVELLE-ORLEANS.

T. W. Collins, Sr. Juge Président.
Robert Pessat, Junior

JUGES DE PAIX.

Wm Johnson,	paroisse de Plaquemines.	
P. P. Wilson,	do	Ste. Hélène.
Che. Poydras,	do	Pointe Coupée.
Chas. A. Mix,	do	do
Jefferson Lee,	do	Livingston.
Norbert Landry,	do	Iberville.
Jas. L. Cole,	do	Lafourche Inter.

NOTAIRES PUBLICS.

R. S. Stoughter, Rapides.
F. B. de Bellevue, Sr., Avoyelles.
Manuel Morefio, Est Baton Rouge.

CORONER.

Christophe G. Hailes, Iberville.

ESCRITEUR. François Bernard, de Lafourche Interieure.

Alfred E. Forstall, Recorder des Naissances et Deces pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orleans.

Benjamin F. Dunlap, Juge de Paix pour la paroisse de l'Concordia.

INAUGURATION.

L'installation de l'honorable ALEXANDRE MOUTON, gouverneur elu de l'Etat, a lieu aujourd'hui à la Législature. Cette ceremonie ne peut manquer d'offrir un vif interet à nos concitoyens, et elle attirera, nous en sommes convaincus, une nombreuse assistance.

CONCORDE. Les dernieres seances du Congrès, ont pu seule un assez vif interêt; celle du 19 a la Chambre surtout. La plus grande partie de la séance a été employée à la discussion d'une motion pour la reconsideration du bill d'abrogation de la loi des faillites. La motion a été convertie par M. Cushing qui a saisi cette occasion de demander l'administration et d'expliquer le vote qu'il doit exprimer il y a quelque temps. L'ami de M. Tyler a fait un invoquant la justice de la cause en faveur de l'administration insultée si indignement à la session dernière. Cet orateur compte M. Cushing dans la politique generale a tout naturellement amené de nouveau toujours celle de M. Legendre suffisait a fait passer des armes sous pareille de mort. Une contribution forcée d'un million de francs est imposée à la population de Barcelone; l'état de siége est proclamé. Le regent n'est pas encore entré; mais on voit Van Halen et Zurbano parcourir les rangs du peuple. Il est inutile de peindre la consternation qui regne dans la ville."

Barcelone du reste n'en a pas fini avec les souffrances; le caractère de Zurbano lui promet encore de rudes epreuves, s'il on en juge par un petit avis télégraphique reçu à Perpignan.

"Le 8 décembre, tous les magasins ont été fermés, à Barcelone. Les patrouilles chargées des arrestations n'ayant pu trouver aucun des officiers rebelles, se sont emparées des simples soldats et gardes nationaux. Il y en a déjà eu fusillés un nombre de familles."

Mariage d'Isabelle.—Une lettre de Rome, publiée dans la *Gazette de Leipzic*, annonce un fait qui viendrait à point cicatriser les plaies de l'Espagne, et opérer la réconciliation si désirable, et devenue si difficile, des partis. D'après cette lettre, le mariage du fils aîné de don Carlos avec la reine Isabelle, dont il est depuis si long-temps question, serait une chose arrêtée, et dont il ne serait plus permis de douter. Ce serait là un dénouement heureux pour tout le monde, et auquel la France elle-même devrait applaudir, car il continuerait entre les dynasties des deux peuples le pacte de famille qui est un des gages de leur commune grandeur.

FRANCE ET ALLEMAGNE.—Les journaux allemands rapportent que le roi pourrait des négociations très actives, entre le gouvernement français et prussien, au sujet d'une modification des droits enfévrés jusqu'ici par le *Zollverein*, au dernier *congrès* de Stuttgard, sur certaines marchandises françaises. Mais on doute que ces négociations puissent être menées à terme avant à la tête pour empêcher le nouveau tarif d'être mis en vigueur.

EMPRUNT CANADIEN.—On écrit de Londres, en date du 15 décembre: "L'émission de l'emprunt canadien, annoncé dans le *Times* d'aujourd'hui, a été aussi affichée à la Bourse, suivant l'usage, ainsi qu'à la Banque d'Angleterre. On n'a point été surpris de cette nouvelle, à laquelle on s'attendait depuis la passation de l'acte qui autorise l'emprunt. Mais, comme d'ailleurs il regardait comme très opportune l'époque de l'émission. L'argent commande aujourd'hui des taux fort élevés, que les capitalistes se jetteront avec avidité sur un placement avantageux garanti par le gouvernement anglais. Au taux actuel des fonds publics, le nouvel emprunt de 1 p. cent, mais au dessous de 100, ce qui donnera un interet d'environ 3 1/4 p. cent. En outre de l'énorme masse de capitaux qui ne trouvent pas de placement, il y a une autre circonstance favorable à l'emprunt canadien. C'est la croyance généralement répandue que le gouvernement préparé une réduction de 3 1/2 pour cent. Si pareille mesure se réalisait, le 4 pour cent canadien, qui ne sera rachetable que dans vingt ans, serait, sur le marché, le seul emprunt public qui commandait plus de 3 pour cent. Une autre cause pour influer d'une manière défavorable ce nouvel emprunt, c'est la crainte de voir s'opérer, dans le prix des espèces, une diminution qui renverait celles-ci aussi rares qu'elles sont maintenant abondantes. Le montant de l'emprunt ne s'élevant pas à plus de 200,000 livres sterlings, on ne prévoit pas qu'il y ait aucun inconvénient à le contracter par souscription publique, au lieu de recourir aux commissions d'acheteurs, comme cela a lieu d'ordinaire. D'après l'avis officiel, les actions seront remboursables dans vingt ans. Les porteurs étrangers chicanent sur l'ambiguité de cette phrase qui ne dit pas si le remboursement sera obligatoire ou facultatif.

—Loir des Céréales.—On lit dans le *Standard* de Londres sous la date du 10 décembre:

"Un journal de l'opposition annonçait hier avec ostentation que les conseillers de S. M. avaient l'intention d'abroger les lois actuelles sur les céréales et de les remplacer par deux droits fixes qui seraient applicables aux différentes nations suivant les conditions qu'elles feraient aux produits de l'Angleterre. C'est là, il ne serait pas long de donner les renseignements demandés et alléguer pour raison que l'application avait été faite à son prédécesseur et non à lui. Il n'y a rien qui prouve cette élection: le temps fixé par la Chambre des Représentans peut sans aucun manque d'égards être accepté ou refusé.

M. Walker appuie les raisons de M. Downs, et ajoute qu'il croit indispensable que le rapport du comité réuni qui aura examiné les comptes du trésorier soit fait avant de fixer le jour de l'élection. La pratique ordinaire a été ainsi, et quoiqu'il ait toute confiance dans le comité, il désire voir son rapport et connaître les réponses du trésorier pour juger par lui même.

M. Wagganan dit qu'il est attendre les réponses du trésorier pour que l'élection de ce fonctionnaire elle n'ait pas lieu immédiatement, car nécessairement le trésorier ne sera responsable de suite à des questions importantes et difficiles. Il pense, cela n'a rien de commun avec l'exactitude des comptes sur laquelle le comité établi son rapport. Si ces réponses étaient *arrivées* prématuré, puisque le comité n'avait pas eu toutes les renseignemens nécessaires. Ne viennent pas de force dans les arguments du sénateur des Rapides (M. Walker) et n'avant égard les mesures les plus efficaces. N'étant pas pour les délais, l'honorable sénateur demande qu'on s'occupe de la résolution et qu'on décide sur elle.

M. Davidson s'oppose à la dispense des règles. Il est contre la considération immédiate et développe les motifs qui militent en faveur de l'ajournement.

M. Lacoste fait observer qu'on ne peut faire d'objection à aucune enquête relative à la conduite officielle du trésorier, mais il est convaincu qu'une enquête ne peut qu'être favorable à ce fonctionnaire.

M. Hoa désire présenter le sujet tel qu'il le considère. D'abord il ne pense pas qu'il soit nécessaire d'avoir le rapport pour statuer sur la résolution, parce que ce rapport a été présenté à la Chambre des Représentans, qu'un sait qu'il est favorable, et qu'une copie sera présenté au Sénat, aussitôt qu'elle pourra être faite. Au sujet des réponses du trésorier, dans le cas où une autre personne serait élue à sa place, il est à remarquer que lesquestions posées sont d'une nature générale qu'elles ne concernaient pas le présent ni le prédécesseur. Pour avoir ces réponses il faudrait attendre un mois et l'élection serait différée d'autant. Mais la position prise par M. Davidson lui semble être très juste et devoir être impérativement qu'une décision sur la résolution soit différée.

M. Waggaman retire sa proposition de statuer sur la résolution.

M. Hoa selon l'avis qu'il en a donné présente un bill amendant la charte de la compagnie d'Assurance des Nègres-Unis. Le bill est lu et après diverses règles, il est mis sur la table.

M. Downs demande l'impression du bill vu son importance et les intérêts divers qu'il concerne.

M. Hoa explique l'objet de l'amendement. Le capital de la compagnie est fixé à un million, et il est convenable de le réduire à trois cents mille piastres. M. Hoa n'a pas d'objection contre l'impression du bill si on le désire.

M. Downs dit que le motif qui lui a fait demander l'impression du bill était de savoir si la modification ne se trouvait pas en opposition avec les polices d'assurance déjà souscrites.

M. Hoa dit qu'on a pourvu à ce point.

M. Downs retire sa motion, et le bill passe.

M. Sparrow présente une pétition de James Dunlap, âgé de la paroisse de Concordia, demandant à être naturalisé. Cet pétitionnaire qu'il a rendu spécialement à l'Etat. M. S rappelle que des compensations ont été accordées pour de semblables services au juge Dawson, et que les juges des parishes Carroll, Madison et Concordia y avaient les mêmes droits. Refère du contenu des réclamations.

Ordre spécial du jour.

Acte pour régler l'emploi des matelots.

M. Hoa demande que la 1re section du bill soit amendée, afin que les 18 mois à vapeur ou autres qui ne navigueront que sur les eaux de l'intérieur de l'Etat, ne soient pas soumis à l'inspection du bill.

M. Walker ne trouve pas que le bill soit suffisamment amendé ainsi. Il a des doutes sérieux sur la convenance de semblables restrictions imposées au commerce. Les mots arrivant à l'élection du 1843, il est convenable qu'il faut à la communauté d'entendre qu'il y aura un vote, ainsi pour lui il ne voit pas de raison en faveur du système proposé, et il ne connaît rien qui puisse faire changer cette qui existe.

M. Hoa fait observer que le bill est accompagné d'une pétition signée par un grand nombre de citoyens, négociants, armateurs, &c.

M. Walker réplique et dit que la raison est la même qui fut présentée l'année dernière. Il renouvelle son opposition aux entraves et aux fardeaux additionnels qu'on lerait peser sur le commerce.

M. Hoa ne voit pas que le bill impose des restrictions.

La discussion est continuée par MM. Downs, Bossier, Walker, Hoa et Morse.

M. Hoa retire l'amendement.

M. Morse propose d'ôter du bill tout ce qui se réfère aux matelots blancs, afin que ceci ne concerne que les gens de couleurs embarqués comme matelots, cuisiniers, maîtres d'hôtel, &c. &c.

M. Downs ne voit pas l'utilité dans cette chose. Les personnes mal intentionnées qui désirent enlever des esclaves, n'iront certes pas s'adresser à un notaire pour les avoir, et ceux disposés à obtir à la loi ne tomberont pas commettre ce qu'elle a pour but de prohiber.

M. Hoa fait observer que ce coupt entraînerait à des délais fort longs et qu'il y a lieu d'espérer qu'il y aura d'autre chose. Il demande donc qu'on le mette à l'ordre special du jour pour lundi prochain à midi.—Adopté.

Acte relatif aux tuteurs et mineurs, curateurs, exécuteurs et administrateurs de successions.

M. Downs croit devoir donner quelques explications parce qu'il a présenté ce bill. La première section pourvoit à ce que les tuteurs de mineurs, le père et la mère, de même que tous autres tuteurs nommés soient tenus de donner caution de leur fidèle administration, comme dans d'autres cas de tutelle. Toutes les fois que le père et la mère n'auront pas de quoi répondre pour le bien tacite en faveur de leurs enfants mineurs, ils seront obligés de donner une caution suffisante. M. Downs propose toute intervention qui pourrait leur atténuer de charger méfiellement les fonds de leurs enfants. Il a fait des amendemens irréfléchis. Il est que le tuteur d'un mineur soit souvent très exposés et qu'il faut les garantir. Quoiqu'il paraisse inutile de demander les comptes à un tuteur naturels et examinant le sujet, on voit la grand détriment qui peut en résulter. Il n'y a pas de pouvoir discrétionnaire donné aux juges de paroisse de nommer ou non, comme il leur convient, ainsi que dans les cas d'ex cuteurs testamentaires dont on sait les obligations. Il est clair qu'on ne peut contester au père et celui de donner les biens et réduire son enfant à la misère. L'année dernière un exemple frappant a prouvé à M. D. les résultats funestes qui peuvent découler de ce vice dans notre jurisprudence. Des mineurs héritèrent à la mort de leur mère d'une grande succession. Le père qui était leur tuteur naturel, fit une position pour se faire reconnaître comme tuteur naturel. Sa famille cherche à le dissuader de son dessein, craignant les suites de ses habitudes d'extravagance. Celle-ci prévalut, mais tous les efforts échouèrent, et quoique le juge fût convaincu du sacrifice de l'enfant, il n'avait cependant aucun pouvoir de refuser et d'empêcher la probabilité de leur ruine complète. Le mineur n'a pas de garantie pour les propriétés mobiles, car les esclaves peuvent être facilement envoyés au Texas ou ce n'est pas pour les propriétés foncières que la loi peut être invoquée, et encore pourrait peut il être paralysé. Il faut donc faire quelque chose pour protéger le mineur. Si on trouve que la clause va trop loin dans le cas où le père n'a rien à craindre pour la fidélité de son administration, qu'une assemblée de famille convoquée par ordre du juge décide si l'administration doit être confiée au père. La première section est très importante, mais son rejet ne peut affecter les autres sections, car à l'exception de la seconde qui ne reflète que la première, elles sont toutes indépendantes l'une de l'autre.

Ordre spécial du jour.

Acte pour régler l'embarquement des matelots.

M. Hoa demande que la 1re section du bill soit amendée, afin que les 18mes à vapeur ou autres qui ne navigueront que sur les eaux de l'intérieur de l'Etat, ne soient pas soumis à l'inspection du bill.

M. Walker ne trouve pas que le bill soit suffisamment amendé ainsi. Il a des doutes sérieux sur la convenance de semblables restrictions imposées au commerce. Les mots arrivant à l'élection du 1843, il est convenable qu'il faut à la communauté d'entendre qu'il y aura un vote, ainsi pour lui il ne voit pas de raison en faveur du système proposé, et il ne connaît rien qui puisse faire changer celui qui existe.

M. Hoa fait observer que le bill est accompagné d'une pétition signée par un grand nombre de citoyens, négociants, armateurs, &c.

M. Walker réplique et dit que la raison est la même qui fut présentée l'année dernière. Il renouvelle son opposition aux entraves et aux fardeaux additionnels qu'on lerait peser sur le commerce.

M. Hoa ne voit pas que le bill impose des restrictions.

La discussion est continuée par MM. Downs, Bossier, Walker, Hoa et Morse.

M. Hoa retire l'amendement.

M. Morse propose d'ôter du bill tout ce qui se réfère aux matelots blancs, afin que ceci ne concerne que les gens de couleurs embarqués comme matelots, cuisiniers, maîtres d'hôtel, &c. &c.

M. Downs ne voit pas l'utilité dans cette chose. Les personnes mal intentionnées qui désirent enlever des esclaves, n'iront certes pas s'adresser à un notaire pour les avoir, et ceux disposés à obtir à la loi ne tomberont pas commettre ce qu'elle a pour but de prohiber. Il est clair qu'on ne peut contester au père et celui de donner les biens et réduire son enfant à la misère. L'année dernière un exemple frappant a prouvé à M. D. les résultats funestes qui peuvent découler de ce vice dans notre jurisprudence. Des mineurs héritèrent à la mort de leur mère d'une grande succession. Le père qui était leur tuteur naturel, fit une position pour se faire reconnaître comme tuteur naturel. Sa famille cherche à le dissuader de son dessein, craignant les suites de ses habitudes d'extravagance. Celle-ci prévalut, mais tous les efforts échouèrent, et quoique le juge fût convaincu du sacrifice de l'enfant, il n'avait cependant aucun pouvoir de refuser et d'empêcher la probabilité de leur ruine complète. Le mineur n'a pas de garantie pour les propriétés mobiles, car les esclaves peuvent être facilement envoyés au Texas;